















La soumission à une loi naturelle a souvent été évoquée pour justifier le pouvoir des élites en place. Il en est de même aujourd'hui, à la différence que la loi ne vient plus de Dieu mais du marché. L'économie libérale est devenue la religion des temps modernes.

### ***3.3 Une vision déterministe de l'économie***

En présentant l'économie comme un fait de nature, comme le produit des forces du marché, la pensée économique dominante impose ses solutions comme autant de diktats, dignes, paradoxalement, de l'autoritarisme politique. En ce sens, le néolibéralisme est un pseudo libéralisme. En effet, les choix de politiques économiques qui sont mis de l'avant en guise de réponses aux problèmes de l'heure sont le plus souvent présentés comme étant inéluctables, comme étant les seuls modes d'adaptation possibles à des contraintes face auxquelles nous serions absolument impuissants. Autrement dit, les choix économiques échapperaient aux choix des humains, c'est-à-dire à l'espace du politique, lequel est pourtant le lieu de la délibération collective et de l'élaboration de notre devenir commun. Tel est le discours économique qui est majoritairement véhiculé aujourd'hui sur la place publique. Un excellent exemple : la manière dont on a imposé dans les esprits l'idée de la mondialisation, en vertu de laquelle l'adoption d'un arsenal de politiques régressives serait absolument inévitable (diminution des protections sociales, imposition de baisses de salaire, érosion des avantages sociaux, assouplissement des conditions de licenciement, etc.). Belle illustration d'un transfert de richesses vers les détenteurs du capital et de ses gestionnaires.

La prétention au statut de scientificité de l'économie est illustrée à merveille par le cirque médiatique entourant, chaque année, l'attribution de ce qu'on appelle à tort le « prix Nobel d'économie ». Contrairement à ce que l'on entend dire, aucun économiste n'a jamais reçu de prix Nobel. L'argent que les lauréats perçoivent est versé par la Banque centrale de Suède et non par la Fondation Nobel. Le prix en économie a été créé en 1968 et il s'appelle « Prix de la Banque centrale de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ». La transformation de cette appellation en « prix Nobel d'économie » relève d'une autre mystification, qui trompe les récipiendaires eux-mêmes. Les économistes sont

d'ailleurs les seuls à multiplier les livres consacrés à la célébration, et même à l'autocélébration, de leurs soi-disant « prix Nobel ».

#### **4. Les méfaits des politiques néolibérales**

Le néolibéralisme, avec sa vision idéale du « tout au marché », oriente ainsi de nombreuses réformes économiques qui sont mises de l'avant au nom du fait qu'elles seraient les plus appropriées pour répondre aux besoins de la société.

Ainsi, des politiques d'austérité, de déréglementation, de privatisation ou de flexibilisation que mettent de l'avant les grandes institutions économiques internationales (le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce ou encore l'Organisation de coopération et de développement économiques) et qui servent de modèle à plusieurs des pays pour réformer leur économie, les mesures préconisées poursuivent toujours le même objectif. Elles donnent à ceux qui contrôlent le capital toute la marge de manœuvre dont ils ont besoin pour opérer avec un minimum de contraintes, c'est-à-dire de règles susceptibles de nuire à l'initiative individuelle ou à l'innovation, maîtres mots censés représenter les conditions de réalisation du bien commun. Par ce discours, le désir de pouvoir et la volonté d'appropriation des richesses et des revenus par les classes possédantes peuvent avoir libre cours. Tous les rapports sociaux de domination sont passés alors sous silence, ainsi que leur incidence au niveau économique.

L'ensemble des politiques défendues au nom du néolibéralisme ont abouti à des résultats néfastes. Commençons par l'accroissement des inégalités de revenu et de richesse, l'appropriation démesurée de la richesse par certains groupes au détriment de larges fractions des populations ou encore les politiques fiscales et budgétaires favorisant les hauts revenus. N'oublions pas la détérioration des services publics en raison de la priorité accordée à la lutte contre le déficit budgétaire ou la dette publique, la pauvreté croissante en emploi, particulièrement des femmes, en raison de l'affaiblissement des syndicats, des lois du travail et des protections générales associées à l'emploi. Mentionnons aussi la dégradation accélérée des sols, des ressources naturelles et du climat. Et la liste n'est pas exhaustive. Les avantages de ce genre de politiques pour la population se font encore

attendre, au moment où éclatent les problèmes sociaux et politiques qui accompagnent ces gestes. Alors qu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, tous les gouvernements occidentaux reconnaissaient qu'il était de leur devoir d'assurer le plein emploi et une répartition équitable des revenus, le néolibéralisme actuel, supporté par le discours économique dominant, multiplie les régressions sociales.

## **5. Quelle vision du monde ?**

Le laisser-faire ne peut être la solution aux problèmes de la société. Cette vision nous conduit à l'impasse, voire à la catastrophe. Dans le contexte actuel, les coûts économiques, sociaux et environnementaux du laisser-faire rendent nécessaire d'inventer l'avenir autrement. Or, les défis sont nombreux, les choix à faire et les actions à mener multiples. Sur quelles bases aborder ceux-ci ?

### ***5.1 L'économie est une science sociale***

Les conceptions économiques qui peuvent éclairer de leurs apports nos choix collectifs ne représentent pas un ensemble homogène, mais empruntent plutôt à des sources théoriques variées. Malgré leur diversité, elles ont pour caractéristique commune d'offrir une lecture des faits économiques qui est véritablement ancrée dans la réalité des institutions et de l'histoire. Elles se distinguent essentiellement par le fait de présenter l'économie, non pas comme étant l'émanation naturelle d'un ordre supra humain, mais, au contraire, comme ayant trait à des arrangements sociaux décidés par les collectifs humains. Autrement dit, dans cette optique, l'économie n'apparaît pas comme un fait de nature, mais comme une construction sociale. Il s'ensuit que la discipline qui entend en rendre compte, l'économie, est posée, non pas comme étant en surplomb par rapport aux autres sciences sociales, mais comme étant elle-même une science sociale.

Qu'est-ce à dire ? Cela signifie de poser l'interdépendance et les désaccords des humains comme des dimensions essentielles de la vie en société et que loin d'être des freins à l'activité ou à l'allocation des ressources, ils en constituent des moteurs privilégiés en permettant de définir les règles qui prévaudront ensuite. Cela implique de reconnaître que

les rapports de pouvoir et de négociation, voire les conflits entre les acteurs, ont un rôle central dans l'évolution des phénomènes économiques. Il faut mettre de l'avant des explications de l'économie qui redonnent aux valeurs et aux représentations, à l'histoire, à la culture et aux arrangements sociaux la place qui leur revient. Deux exemples permettront d'illustrer ceci .

- La mondialisation, dans cette optique, peut être présentée comme la tendance à organiser la production et la consommation à l'échelle mondiale. Cette organisation a jusqu'à maintenant été le fait d'acteurs précis : les gouvernements et les entreprises. Il s'agit d'un processus dont l'orientation n'est cependant pas déterminée d'avance et dans lequel d'autres acteurs peuvent aussi intervenir pour en modifier le cours par l'introduction de nouvelles règles. La mondialisation n'est donc pas une chape de plomb qui tombe du ciel et s'impose à nous. Elle est construite selon des modalités dont les choix relèvent des acteurs sociaux.
- La productivité, bien que mesurée souvent comme étant la valeur de la production par personne, n'est pas un phénomène individuel. Celle-ci est liée à un ensemble de facteurs -investissement, organisation du travail, formation, expérience, environnement économique et même qualité de vie - qui se construisent socialement. Pour être productif, il ne suffit pas, comme le laissait entendre récemment un ancien Premier ministre, de travailler plus longtemps et plus fort. La relation pourrait bien être inverse.

Il faut reconnaître que la création de richesse relève de facto de processus collectifs ; il importe dès lors de permettre à ce processus de s'opérer dans les meilleures conditions. Le partage des richesses doit pour ce faire reposer sur des bases plus justes que celles que nous propose le modèle libéral. L'orientation de notre société doit relever d'une vision partagée et les décisions doivent venir de larges délibérations, révélant une véritable cohésion sociale. Débattre, ce n'est pas refuser le changement, c'est au contraire lui donner des bases plus solides, ancrées dans les besoins des populations et pas seulement dans les intérêts d'une minorité privilégiée.

## 5.2 *Repenser l'économie : du discours à l'organisation*

Si on s'intéresse maintenant à l'organisation concrète de l'économie, on peut se demander justement ce qu'est la richesse. La richesse d'une société, c'est, bien sûr, sa production de biens et de services, et plus généralement, sa capacité de produire. Ce sont les revenus générés par cette production, et qui sont distribués, sous forme de salaires, de profits, d'intérêts et, dans un deuxième temps, de revenus de transfert. Mais il ne s'agit là que d'une première compréhension du mot richesse. Car la richesse d'une société, c'est bien plus que cela. La richesse d'une société doit, aussi et sans doute d'abord, être évaluée par les niveaux de santé, d'éducation, de culture, des gens qui la composent, par les services publics que ces derniers se donnent collectivement, par la qualité des interactions que les personnes et les groupes tissent entre eux. La richesse d'une société, c'est la capacité pour ses membres de vivre ensemble, c'est la préservation à long terme d'un environnement sain ; c'est aussi le temps libre, qu'on peut consacrer aux activités de son choix, de loisir, culturelles ou autres ; c'est la possibilité de bien vivre et de maîtriser ses choix ; c'est l'assurance que tous et toutes peuvent se construire un avenir. Cette confiance en l'avenir est à son tour un facteur qui stimule la participation de tous et toutes à la production, mais, plus largement, au devenir commun. La richesse d'une société, en d'autres termes, ce n'est pas seulement ce qui est vendable et achetable.

On ne peut pas non plus dissocier production et répartition des revenus. Ainsi, il est abusif de dire, comme on l'entend souvent, qu'il faut d'abord produire la richesse avant de la répartir : produire est, en soi, une opération de répartition, puisque toute activité de production implique le versement de revenus aux acteurs engagés dans sa réalisation. Ensuite, le degré d'implication de chacun d'eux dans la production dépend directement de la part du gâteau qu'il escompte en tirer. De plus, l'accès aux services publics, comme la santé et l'éducation, influence le type, la localisation et l'ampleur de la production et des revenus générés par celle-ci. En ce sens, l'accès aux droits sociaux – non seulement formels, mais réels – n'est pas un luxe que se paient des sociétés qui se veulent avancées : il est la condition d'un mieux-vivre général et partagé.

L'activité économique n'est pas une sphère autonome de la vie sociale, elle est elle-même un fait social. En outre, l'économie est fondamentalement politique, ce pourquoi d'ailleurs, dans ce domaine, l'espace académique et l'espace du politique sont intimement liés. Enfin, l'économie est aussi fondamentalement éthique. C'est pourquoi nous pensons que des réformes fondamentales sont nécessaires afin de mettre l'économie au service des êtres humains plutôt que l'inverse, comme c'est souvent le cas actuellement.

Le fait qu'économie, politique et éthique doivent être pensées et organisées ensemble est une conviction largement partagée. En effet, des millions de personnes, des milliers d'organisations à travers le monde, le démontrent tous les jours, chacune à leur façon. Les multiples expériences de relance dans les territoires que l'on dit dévitalisés, les nombreuses initiatives et entreprises relevant de l'économie sociale et solidaire, les différents mouvements sociaux (altermondialistes, écologistes, communautaires, féministes, syndicaux, etc.) sont autant d'affirmations de la nécessité de construire l'avenir autrement, en organisant différemment l'activité économique dans la société. Nombre d'organisations internationales sont également traversées par ces débats.

\* \* \*

Quant à nous, c'est surtout au niveau de l'analyse économique que nous sommes fondés d'intervenir pour proposer des voies de solution permettant de revivifier le débat public sur les questions économiques. Cependant, nous croyons fermement que c'est dans le cadre de délibérations collectives impliquant tous les acteurs concernés que les stratégies économiques devraient être élaborées ; les volontés, contraintes, points de vue et intérêts en présence constituent autant d'atouts sur lesquels miser.

Qu'il s'agisse de l'avenir des entreprises et de secteurs entiers de l'économie du Québec, du niveau des revenus générés et de leur répartition, de la formation de la main-d'œuvre, des services publics, des finances publiques, de l'environnement, du développement local et régional, du chômage, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion, les solutions ne tomberont pas du ciel. Implorer le dieu Marché et l'adaptation forcée n'apporteront pas plus de miracles : les solutions devront être construites et ne pourront l'être que collectivement.

À l'heure où « l'économiquement correct » répugne à parler du capitalisme, appelé pudiquement économie de marché, il nous faut ouvrir le débat sur le plus grand nombre possible d'options de changement social et sur les moyens que la réalisation de celles-ci nous invite à employer. Le défi le plus fondamental qui se pose aujourd'hui à nous est de revivifier le pluralisme dans le discours économique, en redonnant droit de cité aux conceptions économiques qui offrent une alternative au courant dominant en économie. Il s'agit de rouvrir l'éventail des possibles afin de nourrir véritablement les débats de société. Car, seule une large réflexion, pluraliste et contradictoire, peut nous permettre de surmonter l'impasse actuelle, en nous dotant des instruments de pensée permettant de bien saisir les réalités complexes de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle et d'imaginer des solutions appropriées pour les affronter.

\*\*\*

Texte rédigé par Kamel Béji, Guy Debailleul, Gilles Dostaler, Bernard Élie, Frédéric Hanin, Sylvie Morel, Vincent van Schendel. et co-signé par 60 autres économistes en janvier 2008.

---